

La Force d'attente de la Cedeao autorisée à intervenir en Gambie

APA, 28-12-2016

Banjul (Gambie) - Les dirigeants de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'ouest (Cedeao), ont officiellement donné le feu vert à la Force de réserve de la Cedeao (Ecomog Standby Force / ESF) pour intervenir militairement en Gambie et faire respecter les résultats de l'élection présidentielle du 1er décembre, donnant vainqueur Adama Barrow.

Une résolution non encore publiée, datée du 17 décembre et dont APA a pu obtenir copie mercredi donne mandat à la force d'intervention rapide (ESF) de déployer des troupes dirigées par le Sénégal pour évincer Jammeh, qui conteste le résultat des élections après avoir concédé la défaite face à Barrow et promis un transfert sans heurt du pouvoir. La résolution adoptée après le 50ème Sommet extraordinaire des chefs d'Etat et de gouvernement de la Cedeao tenu le 17 décembre à Abuja au Nigeria, a déclaré que le mandat de l'ESF s'appliquerait à partir de l'investiture de Barrow à la réalisation des conditions nécessaires à l'exercice effectif de ses pouvoirs exécutifs de nouveau président du pays. Selon la résolution signée par la présidente libérienne Ellen Johnson Sirleaf en sa qualité de présidente de la Cedeao, la force a reçu l'autorisation d'assurer la sécurité du président élu Barrow et son investiture, conformément à la constitution du pays et d'assurer la sécurité des autres dirigeants politiques, ainsi que de la population gambienne. Le mandat de l'ESF, dont la composition n'a pas encore été révélée entre en vigueur après la signature du président Johnson-Sirleaf, mais fera l'objet d'une revue, en fonction des événements politiques en Gambie au cours des prochaines semaines. Les opérations de la force d'intervention seront financées par la contribution communautaire de la Cedeao et le soutien financier de l'ONU, de l'Union européenne et d'autres bailleurs partenaires. La résolution fait suite à une tentative infructueuse des dirigeants du Nigeria, du Libéria, du Ghana et de la Sierra Leone de convaincre Jammeh qui ne voulait pas un transfert sans heurts de pouvoir à Barrow, qui avait pourtant remporté le vote avec 43% des voix, contre 39% pour le président sortant, selon les chiffres révisés des résultats après que la Commission électorale indépendante a corrigé une erreur de classement, qui n'a pas modifié le classement final des candidats. Le troisième candidat à la présidentielle, Mamma Kandeh a obtenu 17% des voix et a félicité Barrow pour sa victoire et appelé Jammeh à accepter le verdict des urnes. Le président sortant Jammeh, dont le recours devant la Cour suprême de Gambie contestant les résultats fera l'objet d'une audience le 10 janvier, a promis d'empêcher l'investiture de Barrow, le 19 janvier, un jour après l'expiration de son mandat de président élu de la Gambie. Le chef de la Commission électorale indépendante, Alieu Momar Njai a qualifié d'insensées, les allégations de Jammeh au sujet d'un truquage du vote et d'irrégularités généralisées. Le président Jammeh, qui est arrivé au pouvoir en 1994 par un coup d'Etat sans effusion de sang a remporté quatre élections avant de perdre le scrutin du 1er décembre, a averti que toute tentative visant à le chasser du pouvoir par la force serait considérée par son gouvernement comme une pure agression extérieure.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});